

Yves Ternon

La cause arménienne

Seuil

LA CAUSE ARMÉNIENNE

16° O² a
2092
577

DU MÊME AUTEUR

Histoire de la médecine SS
(en collaboration avec S. Helman)
Bruxelles, Casterman, 1969

Le Massacre des aliénés
(en collaboration avec S. Helman)
Bruxelles, Casterman, 1971

La Médecine allemande et le National-Socialisme
(en collaboration avec S. Helman)
Bruxelles, Casterman, 1973

Les Arméniens ; Histoire d'un Génocide
Paris, Le Seuil, 1977

Arménie 1900
(en collaboration avec J.C. Kebabdjian)
Paris, Astrid, 1980

Le Génocide des Arméniens
(en collaboration avec G. Chaliand)
Bruxelles, Complexe, 1980

Makhno. La révolte anarchiste
Bruxelles, Complexe, 1981

Histoire des Arméniens
(collaboration à l'ouvrage collectif dirigé par G. Dédéyan)
Toulouse, Privat, 1982

YVES TERNON

LA CAUSE ARMÉNIENNE

ÉDITIONS DU SEUIL
27, rue Jacob, Paris VIe

DL-30-04-1983-11953



ISBN 2-02-006455-3.

© AVRIL 1983, ÉDITIONS DU SEUIL.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Pour Miche

Remerciements

Ce livre est d'abord le fruit d'une longue fréquentation de la Diaspora arménienne. Au cours de nombreux entretiens et débats, réunions amicales ou meetings, je me suis efforcé d'acquérir une sensibilité arménienne qui m'a permis d'ordonner et de traiter les informations acquises tout en m'épargnant par ma différence les contraintes d'un engagement partisan.

Mes remerciements s'adressent à tous ceux qui, depuis tant d'années, m'ont aidé dans ma quête de documents. D'abord à Arpik Missakian qui incarne à travers son quotidien *Haratch* la continuité de la Cause arménienne ; à Serge Afanasyan qui m'a fait l'amitié de traduire et de résumer les principaux ouvrages publiés en arménien ; à Gérard Libaridian auquel je dois un choix de livres et d'articles parus aux États-Unis et inaccessibles dans les bibliothèques européennes ; aux Pères mekhitaristes de l'île Saint-Lazare de Venise qui m'ont fait partager leur vie conventuelle et qui m'ont ouvert leurs archives ; à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre et à la bibliothèque Boghos Nubar Pacha ; à Gérard Dédéyan ; au professeur Richard Hovannisian ; à Ara Krikorian, Serge Samuelian, Zaven Messerlian, Anahide Ter Minassian et au professeur Khachig Tololyan.

Pour l'orthographe des noms arméniens, j'ai adopté la translitération conforme à la prononciation utilisée dans la Diaspora européenne, en conservant dans de rares cas celle consacrée par l'usage.

Introduction

L'Arménie est le grand amour du peuple arménien, la mère de chaque Arménien. Ses montagnes, ses vallées, ses fleuves, ses monuments, ses fruits sont l'objet d'un culte d'autant plus assidu que la patrie — on devrait dire la matrie — est lointaine et mutilée. Son nom s'écrit dignité, gloire et liberté. Elle est la source de toute vie, la racine magique qui confère l'identité. Les Arméniens naissent et meurent avec une « braise ardente dans la poitrine », un feu qu'entretiennent l'exil et l'injustice.

La splendeur du mythe est à la mesure de la détresse d'une nation éclatée. Il faut arrêter le temps pour saisir l'instant de gloire d'une Grande Arménie, ses princes et ses palais, ses églises innombrables et ses étés fertiles. Tout n'est que cendres et terreur, pillages et dévastation, dans l'histoire de ce peuple tragique qui paraît s'éteindre en 1915 au terme du grand feu de tristesse allumé par des Turcs et nié par les Turcs.

Que faire lorsque le cataclysme, celui où le rêve se fracasse sur le tronc de l'arbre déraciné, semble n'avoir jamais été qu'un cauchemar dans l'imaginaire des survivants ? Que faire devant l'indifférence et l'oubli, devant la négation répétée de sa propre identité, que faire sinon laisser éclater une colère si longtemps contenue dans le champ clos de sa communauté que l'opinion publique, ignorant les causes, se trouve déconcertée par une si tardive explosion. Les bourreaux disparurent longtemps après les victimes. Mais leurs vies furent plus brèves que celles de ces morts trop précoces dont les enfants raniment, chaque année, sinon chaque jour, la flamme du souvenir. La mémoire arménienne est lourde de ses martyrs et, pour avoir vainement exigé des autres la justice, façonne ses propres vengeurs. Mais cette mémoire

frustrée, arrosée de chaux vive, est le seul ciment qui joint les fragments d'un peuple disparu.

Si dévorant le patriotisme des Arméniens, si brûlante la plaie ouverte, qu'ils ne pouvaient demeurer longtemps loin de l'actualité politique. Il y a en ce domaine singulièrement matière à politique. L'événement déterminant de l'histoire contemporaine des Arméniens n'est pas seulement le génocide, mais aussi la soviétisation de l'Arménie. Depuis 1920, le pays historique est réduit au dixième de sa surface, et cette unique terre arménienne se trouve être une République socialiste soviétique. En outre, c'est là-bas justement que réside le Saint-Siège de l'Église apostolique, avec le sol et la langue le troisième pilier du nationalisme arménien. Des hauteurs de l'Ararat, loin de ses légendes et de ses héros, le peuple arménien redescend dans la plaine d'Érevan : le cœur bat dans sa cage, privé de libertés démocratiques.

L'histoire n'a pas fait de cadeaux aux Arméniens et, au fil des siècles, leur principal objectif était de se maintenir en vie à travers la mêlée des grandes nations. Aujourd'hui, les besoins de la géopolitique les placent devant un dilemme : être utilisés par l'URSS — dont il ne fait guère de doute pour les plus naïfs que sa façade socialiste est une imposture — comme un instrument d'expansion idéologique, économique et territorial, tout en espérant tirer à long terme leur épingle de ce jeu mortel ; ou bien refuser d'être un pion entre les mains des Soviétiques et laisser dormir pour des temps immémoriaux la Cause arménienne dans la vase des marais où pour son plus grand confort, l'Occident l'a précipitée, au risque de voir la Diaspora disparaître dans l'assimilation. Dans la conjoncture actuelle, il n'est malheureusement pas d'autre alternative.

La ferveur nationaliste n'imagine pas la patience. Aux formulations claires, elle préfère la nourriture des chimères et le vertige des mots creux. La complexité des problèmes arméniens tend entre cette communauté et les non-Arméniens un écran suffisamment opaque pour que le désespoir exprimé dans la modernité du terrorisme politique soit perçu dans sa violence, non dans ses motivations. On ne peut d'ailleurs exclure l'hypothèse que des politiciens tablent sur l'ignorance du public pour mener le jeu à leur guise, placer sur le devant de la scène de « merveilleux » jeunes gens, qui aspirent à devenir les héros dont leur peuple est avide, et entretenir l'illusion de la renaissance de l'Arménie, qui n'est que résurgence de flots souterrains charriant de vieilles rivalités.

L'intervalle de soixante ans entre le génocide et l'explosion du terrorisme arménien n'a pas été rempli d'indifférence pour la Cause arménienne. La vieille question arménienne — aujourd'hui plus que séculaire —, que les Jeunes Turcs avaient espéré régler définitivement en 1915, s'est posée en termes différents après la soviétisation de l'Arménie russe. Comme il est évident que l'URSS considère la République socialiste soviétique d'Arménie comme partie intégrante de son territoire, les Arméniens d'Union soviétique doivent, de gré ou de force, être fidèles au régime, et ceux de la Diaspora sont également contraints, pour se définir politiquement, de se référer à cette situation. Depuis soixante ans les partis arméniens sont divisés en deux groupes : pro et anti-communistes, et devant l'apparition d'un terrorisme arménien depuis 1975, il importe de s'interroger sur sa nature afin de déterminer dans quelle mouvance opère chaque groupe terroriste.

Le génocide a formé le terreau où se cultive la mémoire. Les fleurs du désespoir y poussent naturellement, plus belles à chaque génération. Plantes éphémères d'un très vieux peuple, elles cherchent le soleil dans toutes les directions et les miroirs du prisme renvoient la lumière pour mieux en dissimuler la source. L'intolérance se nourrit du mensonge et la stratégie politique repose sur l'ambiguïté et spécule sur l'ignorance. Défaire l'écheveau et rendre rectiligne le fil de la vérité est le devoir de l'historien. A chacun ensuite de se définir en connaissance de cause selon ses convictions.

PREMIÈRE PARTIE

La double mort des Arméniens

1

Biographie de l'Arménie

Les passions nationalistes et les raisons totalitaires aménagent volontiers l'Histoire, en exaltant jusqu'au mythe ce qui leur convient et en occultant ce qui les dérange. Les convictions se forgent sur une histoire déformée ou diaphragmée, aux versions aussi différentes que les intérêts qu'elles servent.

Il en va ainsi de la Cause arménienne. Elle revendique des territoires et fait référence à un long passé de vingt-sept siècles dont ses militants et ses adversaires ont reçu des interprétations contraires, rendant tout dialogue impossible tant que l'accord ne sera pas obtenu d'abord sur le contenu de ce passé. Dans le cas arménien, l'opinion publique s'interroge sur la distance entre l'impatience des révolutionnaires et des événements considérés comme faits accomplis ou affaires classées. Celui qui désire comprendre et juger doit d'abord être informé, et cette information implique une connaissance de tout le dossier et d'abord de la biographie de l'intéressée, quelque tourmentée qu'ait été son odyssée [1].

La Terre-mère

L'acte de naissance de l'Arménie est inscrit au VIIe siècle avant Jésus-Christ, lorsqu'un peuple phrygien venu d'Anatolie parvient dans le royaume de l'Ourartou, alors en état de guerre permanent avec l'Assyrie. Ces nouveaux immigrants, les Arméniens, sont donc présents lorsqu'en 590 l'Ourartou tombe au pouvoir des Mèdes. La déportation

des Ourartiens offre aux Arméniens la possibilité de s'implanter et de fusionner, non sans difficulté, avec les survivants. Cette interprétation, encore sujette à controverses, a le mérite de fixer un peuple en un lieu et de lui attribuer un destin national. Ce lieu, l'Arménie, est un haut plateau montagneux dressé au sud de la chaîne caucasienne et au nord des plaines de Mésopotamie. Il surplombe les plateaux anatolien et iranien qui l'épaulent au nord et au sud. Cette « île-montagne » est une forteresse naturelle au nord, où les Alpes pontiques la séparent de la mer Noire, à l'est, où elle se fond dans le Caucase inférieur, au sud-ouest, où de la Méditerranée à l'Iran se tend la chaîne du Taurus. Mais elle s'ouvre sur sa façade méridionale par les terrasses du Zagros, par la coulée de l'Araxe au sud-est, et à l'ouest par la descente des deux branches de l'Euphrate, de telle sorte que les frontières de l'Arménie restent assez vagues dans ces trois directions où elle demeure vulnérable, surtout à l'ouest.

Le plateau arménien est traversé par de hautes chaînes de montagnes dominées par des volcans éteints dont le plus élevé, l'Ararat (5 172 m), est le symbole de l'Arménie. Elles divisent le pays en plaines et vallées dont trois contiennent les bassins de vastes lacs : Ourmiah, Van et Sevan. Sept fleuves prennent leur source sur le plateau arménien, dont le Tigre, l'Euphrate, l'Araxe, le Koura et le Tchorokh. Le climat y est rude et contrasté avec des hivers longs et froids (pendant sept à huit mois la neige recouvre l'Arménie), des étés courts, chauds et secs, le printemps et l'automne réduits à quelques semaines. Bien que plusieurs régions soient désertiques ou ne permettent que le pâturage, les plaines fertiles attachent la population au sol. Pays agricole, l'Arménie est une terre de culture de céréales, de coton, de tabac, de vignes et de fruits.

L'Arménie historique revendiquée dans son intégralité au XIXe et au XXe siècle par les partis nationalistes regroupe tous les territoires, qui, à un moment de leur histoire, furent inclus dans un État arménien. Par cet amalgame, on parvient à individualiser un vaste territoire de 620 000 km^2 étendu de Césarée en Cappadoce à la Caspienne et de Tiflis au lac d'Ourmiah. Mais l'Arménie fut rarement un royaume unifié, et ce royaume n'eut jamais de telles dimensions. A travers son histoire tourmentée, elle fut morcelée par les divisions, les annexions et les partages en plusieurs entités géographiques et politiques, si bien que l'Arménie historique n'a jamais réellement existé.

Une jeunesse chrétienne

Le premier État arménien créé sur les ruines de l'Ourartou était déjà une route stratégique et commerciale. Seul lieu de passage au sud du Caucase entre l'Europe et l'Asie, l'Arménie devint la voie naturelle de traverse des armées et des caravanes. Treizième satrapie de l'Empire achéménide, elle payait tribut en hommes et en chevaux. C'est ce peuple d'agriculteurs et d'éleveurs que décrit Xénophon lorsqu'il rapatrie les dix mille mercenaires grecs à travers l'Asie Mineure, un peuple privé d'écriture et soumis à l'influence iranienne. Comme les troupes d'Alexandre ne s'aventurèrent jamais en Arménie, la dynastie des satrapes se maintint jusqu'au IIe siècle avant Jésus-Christ où fut proclamée l'indépendance de deux royaumes rivaux. Sous le règne de Tigrane, la Grande Arménie s'ouvrit au courant hellénisant et connut sa plus grande expansion, vaste empire étiré de la Méditerranée à la Caspienne. La conquête romaine la réduisit à un protectorat. Rome y installa des Parthes, les Arsacides, et leur accorda le droit de disposer du tribut de l'Arménie. La dynastie parthe des Arsacides transforma la société arménienne en une société féodale et introduisit le régime des nakharars, une noblesse dépendante de son suzerain. Avec l'avènement des Sassanides en Perse, l'Arménie devint le refuge des Parthes.

Du IVe au VIe siècle se produisent trois événements qui évitent à l'Arménie d'être absorbée par la Perse puis par Byzance en lui forgeant une épée, le christianisme, une armure, l'alphabet, et un bouclier, le schisme monophysite. C'est d'abord la conversion au christianisme sous l'influence de Grégoire l'Illuminateur, sans doute en 301, du roi arsacide Tiridate III. La nouvelle religion est imposée au peuple et le paganisme brutalement extirpé en quelques années. L'Arménie devient le premier royaume chrétien de l'histoire. A la fin du IVe siècle, l'invention d'un alphabet arménien de trente-six lettres par Mesrop Machdots permet de parachever la christianisation de l'Arménie et l'arménisation des populations situées à la périphérie du royaume. Par la traduction de la Bible et des Pères de l'Église et par l'enregistrement des traditions orales de l'Arménie païenne, l'écriture arménienne véhicule la culture,

consacre le particularisme des Arméniens et leur permet de se soustraire aux exigences de la Perse sassanide qui veut leur imposer le mazdéisme. Sans cette identité culturelle, l'Arménie aurait été engloutie dans cette période de turbulences et de résistance des féodaux à l'autorité royale, marquée par les révoltes, les querelles et les trahisons des nakharars. En 451, alors qu'elle défend chèrement son indépendance contre les Perses dans la plaine d'Avaraïr, l'Arménie ignore le concile de Chalcédoine, événement pourtant fondamental puisque, en ces temps troublés par les hérésies, l'Église se définissait à travers ses interprétations de la nature du Christ.

Le Concile déclare qu'il existe « Un seul Dieu en deux natures, divine et humaine ». Les Arméniens qui avaient suivi Rome et Byzance dans la lutte contre l'arianisme conservent la formule d'« Une seule nature du Fils de Dieu incarné ». Lorsqu'ils découvrent, plus d'un siècle plus tard, en 555, la réalité du chalcédonisme, ils sont donc schismatiques et entendent le demeurer. Ces querelles théologiques ont une signification politique : si le christianisme et l'alphabet avaient préservé le royaume arsacide de l'assimilation perse, ils l'ouvraient à l'Empire romain d'Orient. Inquiète du centralisme de Byzance aux mêmes effets assimilateurs, l'Arménie affirme son identité nationale en s'enfermant dans la querelle chalcédonienne. Cette triple démarche préserve l'Arménie de l'absorption et permet son épanouissement littéraire et architectural au cours des VIIe et VIIIe siècles.

En 636, l'Empire perse s'effondre. En l'espace de vingt ans, il passe aux mains des Arabes. Jusqu'alors tiraillés entre Byzance et la Perse, les Arméniens acceptent de bon gré la sujétion arabe qui offre la possibilité de réunifier le royaume arménien éclaté par les divisions féodales en une province certes tributaire du Califat, mais doublement autonome par la religion et la culture. Pendant cette période de domination arabe, l'Église arménienne s'organise autour de son chef suprême, le catholicos, dont le siège est fixé dans la future Etchmiadzine. Au cours du VIIIe siècle, de grandes familles nobles animent la révolte contre le centralisme arabe, tout en se déchirant entre elles pour la conquête du pouvoir. Ces rivalités entre les clans familiaux sont une constante de l'histoire arménienne. Des querelles intestines ou des pactes avec des envahisseurs entraînent la fragmentation de l'Arménie en une mosaïque de royaumes, vassaux de Bagdad ou de Byzance. De ce morcellement émergent au cœur de l'Arménie, et pour soixante ans, les deux

royaumes des Bagratides dans la plaine de l'Araxe avec sa capitale Ani, et du Vaspourakan autour du lac de Van, édifié par les Ardzrouni. Chacun des deux royaumes s'identifie dans sa différence religieuse. L'élite du Vaspourakan est favorable à un rapprochement avec Byzance et le royaume est infiltré par la religion chalcédonienne. Au nord au contraire, sous la dynastie des Bagratides, l'Église mène la lutte contre le chalcédonisme et le catholicossat apparaît de plus en plus comme le point de ralliement des Arméniens.

Sept siècles durant, face aux Perses et aux Arabes, les Arméniens établirent des rapports étroits avec l'Empire byzantin considéré comme un moindre mal et le dernier recours contre les menaces d'assimilation. Du massif arménien au plateau anatolien, le long de l'Euphrate, le passage est facile. Ainsi se constitua entre les royaumes arméniens et Byzance, une terre d'accueil, la halte de l'Arménie Mineure, plaque tournante de l'émigration arménienne aux jours de troubles. Du IXe au XIe siècle, le trône de Byzance est occupé par des Arméniens qui favorisent la conversion de leurs compatriotes à la religion grecque et leur implantation dans les Balkans, mais n'inquiètent pas les royaumes arméniens. L'équilibre est rompu avec le retour des Macédoniens, porteurs de l'idée d'un Empire universel. L'Arménie est alors conquise par Byzance, à la veille des invasions turques.

L'Arménie, État tampon entre des empires rivaux, a donc survécu en dépit de la Perse, de Byzance et du Califat. Mais c'est un nouvel adversaire que devront affronter les Arméniens — et pour neuf siècles — après la bataille de Manazkert en 1071 qui marque la perte définitive de l'Arménie par Byzance au profit des Turcs seldjoukides. Les catastrophes se succèdent : raids, invasions et guerres. L'Arménie historique éclate. Libérée par les Géorgiens au XIIe siècle, elle est ravagée par les Mongols au XIIIe et bouleversée dans sa société et son économie. La noblesse perd son influence, la paysannerie est écrasée d'impôts et doit réduire son territoire de culture devant la pénétration des nomades turcomans au nord et kurdes au sud. Ce désastre économique entraîne un important courant migratoire vers les Balkans d'une part, la Crimée et la Pologne de l'autre, vers la Perse, les Indes et la Chine enfin, tandis que l'unité nationale se reforme en Cilicie.

Après Manazkert et les invasions mongoles, un flot de réfugiés s'écoule de la Cappadoce vers la Cilicie où ils jettent les bases d'une principauté, puis d'un royaume. Cet État, encadré par l'Anti-Taurus

et l'Amanus, s'ouvre sur l'Occident par la Méditerranée, à l'époque où commencent les croisades et où se désintègre l'Empire islamique. L'Arménie opère alors un autre choix, celui de Rome contre l'Islam et Byzance. Jusqu'à la fin du XIVe siècle, le royaume arméno-cilicien entre en contact avec le reste du christianisme — Grecs, Syriens, Francs — et les minorités musulmanes. L'Église apostolique dont le siège est fixé à Sis, la capitale, négocie avec Rome l'union des Églises orientales. Le commerce se développe à travers la Méditerranée où s'implantent des colonies arméniennes. La prise de Sis par les Mamelouks en 1375 entraîne la chute du royaume de Cilicie. En 1441, le catholicos retourne définitivement à Etchmiadzine, mais le catholicossat de Sis demeure, ce qui introduit une querelle de juridiction, régulièrement rouverte dans l'Église arménienne.

Le joug ottoman

Les XVe et XVIe siècles sont à la fois les siècles obscurs de l'histoire arménienne et ceux de sa transformation sociale et économique. Contrairement à une idée répandue, la prise de Constantinople par les Turcs ottomans en 1453 ne change rien à la vie arménienne. Il y a très peu d'Arméniens à Constantinople et la nomination d'un évêque n'institue pas encore un patriarcat arménien. Pendant le XVe siècle, l'Arménie est au mains des Turcomans. Du XVIe au milieu du XVIIe, les Ottomans et les Safavides chiites de Perse luttent pour la maîtrise du plateau arménien. Le traité de 1639 divise l'Arménie en une partie occidentale turque et une partie orientale perse.

L'Arménie orientale a été dépeuplée par le shah : afin de faire le vide devant les armées ottomanes qui le menaçaient, il avait déporté en Perse la plus grande partie de la population.

L'Arménie occidentale, sous domination ottomane, entre dans une période de récession économique : la production agricole s'effondre ; les semences sont épuisées par le ravitaillement des armées ; nomades turcs et kurdes étendent leurs zones de pâturages. Ces infiltrations successives modifient la configuration ethnique de l'Arménie historique qui apparaît de plus en plus comme une mosaïque de peuples. Le paysan

arménien, comme les autres chrétiens ou juifs de l'Empire, est un « rayia », écrasé d'impôts et soumis à des interdictions relevant de sa condition d'« infidèle » (giaour). Juridiquement libre, il a cependant un statut voisin de celui du serf taillable et corvéable. L'autorité centrale qui détient la terre l'exploite ; les tribus nomades le persécutent. La paysannerie arménienne s'enfonce dans la misère et la famine, masse silencieuse enfermée dans son village et repliée sur la famille et l'Église.

Depuis la fin des royaumes arméniens, les féodaux nakharars ont disparu ou ne survivent que dans des bastions naturels qui sont autant de centres de résistance et témoignent de la persistance d'un esprit de révolte parmi les Arméniens. Au Siounik et dans le Karabagh, les chefs des grandes maisons prennent le titre de mélik (prince, en arabe) et dirigent des principautés autonomes chargées par la Perse de défendre ses frontières septentrionales. Les villages du Sassoun, au sud de la plaine de Mouch, ceux de Zeïtoun et d'Hadjin dans les montagnes de haute Cilicie sont autant de forteresses inaccessibles à l'occupant ottoman.

L'Église arménienne restait seule pour maintenir l'unité et préserver le patrimoine culturel. Dans l'Empire ottoman, le système du millet — autonomie interne accordée aux communautés religieuses — conféra à l'Église apostolique, par le biais du patriarcat de Constantinople, constitué au XVIe siècle, le rôle de porte-parole de la nation auprès de la Sublime Porte, un pouvoir dont elle abusa souvent.

Les guerres turco-persanes accentuèrent le flux diasporique. Au XVe et XVIe siècle, la Diaspora se structure par la formation à travers le monde de centres de gravité où se développent les activités économiques et culturelles. Les colonies arméniennes constituent un réseau commercial d'étapes le long des grands axes maritimes et terrestres dont les membres se recrutent au sein de mêmes familles ou de compatriotes d'une même région. Cette émigration vers les centres de pouvoir et de culture assure le relais au moment où le maintien sur la terre historique devient précaire. En Europe et en Asie, les comptoirs et succursales arméniens se multiplient. Les États européens se disputent ces commerçants qu'ils craignent de voir s'installer chez leurs adversaires. Les communautés arméniennes orientales sont les plus importantes : en Russie, en Perse — à la Nouvelle-Djoulfa où, au début du XVIIIe siècle, shah Abbas a installé une partie des déportés de l'Arménie orien-

tale ; à Constantinople surtout, où 150 000 Arméniens vivent au début du XIXe siècle et où des liens d'intérêt unissent au patriarcat la bourgeoisie naissante (les laïcs ont, depuis son origine, participé à l'administration de l'Église) ; à Smyrne, en Syrie, au Liban et en Égypte. La plus grande partie de la Diaspora est donc dans l'Empire ottoman. Pour le gouvernement ottoman, le millet arménien est le millet loyal dans la mesure où la collusion entre l'Église et la bourgeoisie maintient le silence sur le sort des paysans des provinces. En échange, il lui accorde des privilèges et lui conserve sa confiance.

A l'ombre des puissances tutélaires

La Question arménienne est posée aux puissances européennes par les dépositaires traditionnels des intérêts arméniens : l'Église et la bourgeoisie de Constantinople. La misère de la paysannerie arménienne occidentale, sous la double pression des fonctionnaires turcs et des beys kurdes, fait question pour l'Europe. L'Église arménienne — non seulement apostolique, mais aussi catholique par l'intermédiaire des Pères mekhitaristes qui, de Venise et de Vienne, diffusent la culture arménienne à travers l'Europe — a confiance dans les puissances chrétiennes et attend d'elles une nouvelle croisade libératrice.

L'intervention des puissances dans les affaires intérieures de la Turquie transforme un état permanent en une situation évolutive qui modifie les mentalités traditionnelles turques et arméniennes et entraîne une dégradation progressive des relations turco-arméniennes. Au fur et à mesure que le conflit entre les deux communautés se développe, les provinces orientales, objets du débat, prennent une importance croissante pour l'avenir des deux peuples. Cette détérioration des rapports turco-arméniens tient à un ensemble de facteurs qui ont placé l'Empire ottoman dans la double situation d'oppresseur des minorités et d'opprimé par les impérialismes européens. Or, l'Empire ottoman, fondé sur la conquête, est condamné à disparaître s'il cesse de s'accroître. Ce mouvement de recul, ébauché au XVIe siècle après l'échec des armées de Soliman aux portes de Vienne, se précipitera au cours du XIXe siècle et constituera le fondement de la Question d'Orient. L'Empire

ottoman devient l'homme malade de l'Europe qui se tient à son chevet pour débattre de son héritage. Deux politiques impérialistes s'affrontent : l'Angleterre et la France, soucieuses de préserver leurs intérêts économiques, tiennent à prolonger l'Empire pour mieux l'exploiter en aggravant la Dette ottomane, c'est-à-dire la dépendance financière de la Sublime Porte, incapable d'assurer ses créances ; s'opposant à cette politique, la Russie préconise l'intervention, prétexte de son expansion vers la Méditerranée et la Caspienne.

Les appels des princes géorgiens avaient amené les Russes en Transcaucasie. Leur apparition bouleverse la situation des Arméniens de cette région.

Au cours des guerres russo-perses, les Arméniens se rangent aux côtés de l'armée russe et lui fournissent des volontaires et des éclaireurs. En 1828, le traité de Turkmentchaï livre l'Arménie orientale à la Russie et accorde un droit de retour aux Arméniens de Perse. La même année, la Russie attaque l'Empire ottoman et envahit l'Arménie occidentale. A la suite du traité d'Andrinople (1829) qui met un terme à cette guerre, 40 000 Arméniens immigrent en Russie. Venus de Perse ou de Turquie, les Arméniens attendent de la grande puissance chrétienne un statut d'autonomie qui leur est brutalement refusé : la Russie annexe l'Arménie perse. Ces guerres ont révélé les aspirations des Arméniens et souligné leur solidarité avec la Russie. L'exode arménien a d'abord inquiété le gouvernement ottoman ; il devient ensuite son objectif. La formation de l'Arménie russe ouvre de nouvelles perspectives vers une solution de la Question arménienne. Elle consacre la partition de l'Arménie entre deux empires rivaux. Aux yeux de la Sublime Porte, le millet a cessé d'être loyal, puisqu'il peut être suspect d'intelligence avec l'ennemi. Les rapports se dégradent entre le maître et l'esclave : le maître accuse l'esclave de se révolter parce qu'il en a exprimé l'intention et l'esclave, harcelé, finit par se révolter. L'annexion par la Russie de l'Arménie orientale introduit de nouvelles données dans le problème arménien : par la formation en Transcaucasie, dans les grandes villes, à Bakou et à Tiflis, d'une bourgeoisie arménienne industrielle et financière, distincte de la bourgeoisie commerçante de l'Empire ottoman et de plus en plus coupée du monde paysan qui regroupe 80 % des Arméniens orientaux. Par un processus assez voisin de celui qui se produira au XXe siècle en Diaspora occidentale, de la première génération de cette bourgeoisie, à travers une seconde génération formée dans les

universités russes, sort à la fin du siècle une troisième génération : celle de l'intelligentsia révolutionnaire.

Enfin, l'éveil des nationalités à travers l'Europe désintègre l'Empire ottoman. La proclamation de l'indépendance grecque en 1822 déclenche un mécanisme de réduction des territoires européens de l'Empire, qui s'achève au début du XXe siècle lorsque la Turquie d'Europe ne possède plus que quelques centaines de km² autour de Constantinople. Ces amputations ont le double effet d'éveiller à l'idée d'indépendance les minorités de l'Empire et de susciter en retour le nationalisme turc.

Le sentiment national arménien émerge dans la société arménienne de Constantinople et se traduit initialement en termes de luttes de classes. Au début du siècle, cette société est cloisonnée : au-dessus de la plèbe constituée par les nouveaux arrivants des provinces, les corporations (esnafs) d'artisans et de boutiquiers ; puis la bourgeoisie commerçante et la grande bourgeoisie des familles d'amiras qui contrôlent le patriarcat. De 1820 à 1836, les révoltes des esnafs contre les amiras échouent. Il faut attendre une génération pour que les enfants des amiras, revenus des universités européennes après le printemps des peuples de 1848, se sentent concernés par la libération des classes populaires. Les Jeunes Libéraux rédigent une Constitution nationale qui est ratifiée par le sultan en 1863. Simple règlement de la nation arménienne, elle faisait du patriarche l'élu d'une assemblée de clercs et de laïcs et garantissait aux Arméniens de Turquie une autonomie religieuse et culturelle. Cette réforme consacrait l'apparition d'une nouvelle classe bourgeoise libérale et d'un patriarcat modernisé. Désormais tous deux prennent en charge l'ensemble du peuple arménien de l'Empire ottoman et s'identifient à lui. Pour la première fois depuis le XIVe siècle, la communauté arménienne retrouve le sentiment d'un destin national. Élu patriarche en 1869, Khrimian Haïrik rompt avec une tradition de soumission et se fait auprès du gouvernement l'interprète des paysans des provinces. Ainsi s'amorce une prise de conscience de la communauté arménienne, de Constantinople d'abord, puis des provinces, qui, à travers l'échec des actions diplomatiques, débouche, une génération plus tard, sur l'action révolutionnaire.

En effet, les rapports du patriarcat sur la détresse des provinces sont accablants et révèlent un état d'anarchie féodale : meurtres, viols, rapts, conversions forcées, levées arbitraires d'impôts, pillages et dépréda-

tions, tel est le lot quotidien du paysan arménien. La Sublime Porte est au courant et élude les demandes du patriarcat. Dès lors, le patriarche n'a d'autre ressource que d'aller présenter ses doléances aux puissances européennes. Depuis longtemps, celles-ci pressent le sultan d'effectuer des réformes. Le Hatt-i-Chérif de Gulhané avait, en 1839, garanti à tous les sujets ottomans la sécurité et l'égalité des droits. En 1856, le Hatt-i-Humayoun renouvelle et élargit ces garanties mais les réformes sont à peine ébauchées. En 1878, à la faveur de la guerre russo-turque, le patriarche Nersès intervient auprès du grand-duc Nicolas dont les troupes sont stationnées près de Constantinople. La Russie saisit cette occasion pour intervenir et, par l'article 16 du traité de San Stefano, s'engage à protéger les Arméniens. Quelques mois plus tard, le congrès de Berlin freine l'ambition territoriale de la Russie. Des territoires qu'elle a occupés, elle ne garde que la forteresse de Kars, la plaine d'Ardahan et le port géorgien de Batoum. L'Angleterre, qui a négocié en secret une alliance avec l'Empire ottoman, s'engage à contrôler la réalisation des réformes que, par l'article 61, le sultan doit faire dans les provinces habitées par les Arméniens.

Les traités de 1878 marquent l'internationalisation de la Question arménienne. L'article 61 du traité de Berlin, non seulement n'est jamais appliqué, mais creuse profondément le fossé entre les deux peuples : Les Arméniens conservent l'illusion que les Puissances les protègent et les Turcs sont convaincus que les Arméniens veulent démembrer l'Empire. Le processus d'élimination des Arméniens de l'Empire ottoman est dès lors engagé. D'abord formulé en paroles, il ne tarde pas à se traduire en actes. Au lieu d'entreprendre les réformes, le sultan Abdul Hamid intensifie les persécutions. Il commence par procéder à une redistribution administrative des provinces orientales (vilayets) afin de réduire le nombre de celles où la population arménienne est majoritaire. Dès lors, les statistiques du patriarcat et celles de la Sublime Porte divergent : les unes font apparaître une majorité d'Arméniens, les autres une majorité de musulmans. D'autre part, le sultan transfère dans les six vilayets concernés par l'article 61 : Erzeroum, Van, Bitlis, Kharpout, Sivas et Diarbékir, des émigrés circassiens venus du Caucase. Il arme les Kurdes et les groupe en régiments hamidiés chargés d'entretenir l'insécurité et de sanctionner toute revendication arménienne.

Comme le patriarche se borne à des représailles auprès de la Porte et

que les puissances limitent leur intervention à des mémorandums, de 1894 à 1896, Abdul Hamid, prétextant la naissance d'un mouvement révolutionnaire arménien, fait procéder à des massacres systématiques d'Arméniens à travers tout l'Empire. Cette vague meurtrière fait 300 000 victimes et n'est interrompue que devant les protestations indignées de l'Europe.

La bourgeoisie libérale de Constantinople et le patriarcat avaient cru régler la question arménienne par la négociation. Imprégnés par l'Occident, sensibles aux idées européennes héritées du siècle des Lumières, ils avaient considéré que leur sujétion à la loi ottomane était la meilleure garantie de leur survie, et se voyaient infliger un sanglant démenti. Car la menace se précise : à court terme, les paysans de l'Arménie occidentale sont menacés de disparition. Dès qu'il est clair, dans les années 80, que les réformes ne seront jamais appliquées, le mouvement révolutionnaire prend le relais du patriarcat. L'Histoire s'accélère brutalement : après des siècles de vie au ralenti, le destin de l'Arménie se joue en trente ans, de 1894 à 1923.

Le temps de l'impatience [2]

Les premiers groupes révolutionnaires apparus en 1881 à Erzeroum ou en 1885 à Van (les Armenakans) ne purent dépasser les limites de leur région et le stade du dévouement patriotique. L'émergence d'un mouvement national réclamait une réflexion politique sur la condition des Arméniens des provinces orientales de Turquie. Au lieu de préconiser la défense d'un territoire dans la tradition des montagnards du Zeïtoun ou du Sassoun, les premiers révolutionnaires analysèrent la situation économique de la paysannerie et de la petite bourgeoisie des vilayets ottomans et définirent la libération comme celle du peuple, des éléments les plus pauvres et les plus opprimés de la société arménienne.

L'intelligentsia caucasienne joue un rôle déterminant dans la naissance et le développement de ce mouvement. Les premiers révolutionnaires apparurent au sein de la bourgeoisie arménienne de Tiflis et de Bakou et reçurent la marque du populisme russe. Toutefois, le

mouvement fut confronté dès son origine à deux problèmes qui empêchèrent sa réunion avec les autres partis russes et maintinrent sa division en deux partis : celui des relations entre les partisans de la lutte de libération arménienne et les autres peuples de Russie ; celui du contenu socialiste d'un parti nationaliste. Les premiers cercles libéraux étaient nationalistes et centraient leur action sur l'Arménie turque. Comme les populistes, ils faisaient confiance à la paysannerie, luttaient pour l'unité nationale et se méfiaient de l'introduction du concept de lutte de classes dans un conflit national. Pourtant, la paysannerie pour laquelle ils voulaient se battre n'était pas celle de la Russie, mais celle de la Turquie. Les Arméniens du Caucase étaient plus proches des paysans des vilayets orientaux que ceux de Constantinople, parce que, pour eux, ces paysans représentaient la part opprimée de l'Arménie historique. Le mot d'ordre populiste : « Aller au Peuple » devenait pour ces jeunes Arméniens « Aller à la Patrie ». La réflexion politique les conduisait à libérer le peuple, mais, à travers lui, réapparaissait le sentiment patriotique.

Les persécutions tsaristes des années 80 et la politique de russification renforcèrent le sentiment national des Arméniens et les dissuadèrent de collaborer avec le mouvement révolutionnaire russe. Les partis politiques arméniens apparaissent, en effet, à une période de transition entre la fin du populisme, démantelé par la politique tsariste, et la formation des deux grands partis russes : le parti socialiste révolutionnaire (SR), de tradition populiste, et le parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR), marxiste, consacrant deux choix antagonistes d'une classe comme moteur de la révolution : la paysannerie ou le prolétariat [3]. Le premier parti politique arménien, le parti hintchak, est fondé à Genève en 1887 par des Arméniens du Caucase, dont deux sont des membres de la Narodnia Volia, rompus à l'action clandestine et ayant idéalisé la paysannerie russe et sa structure communale, le mir. Leur nom traduit leur filiation idéologique. Hintchak est la traduction arménienne du Kolokol russe (la cloche), le journal d'Alexandre Herzen. En rapports étroits avec les émigrés marxistes, ils sont incapables de surmonter les contradictions entre nationalisme et socialisme et décident naïvement de séparer les deux combats. L'indépendance des deux Arménie est le but immédiat, — l'établissement d'un régime socialiste, l'objectif lointain. L'influence populiste se retrouve dans leur stratégie. Ils choisissent pour terrain d'action la libération de l'Arménie historique de la tutelle de

l'Empire ottoman par la lutte armée. Ils comptent à la fois sur l'éveil de la paysannerie, sur le soutien de la jeunesse bourgeoise, sur la solidarité des puissances européennes, sur la fragilité du pouvoir ottoman. Le parti inaugure son action par une campagne d'information populaire et d'agitation en Turquie. Les massacres d'Arméniens de 1894-1896 les convainquent de leur erreur et de la nécessité de reconsidérer leur programme. Au congrès des hintchakian, de Londres, en 1896, les militants du Caucase sont accusés par ceux de Turquie et d'Égypte d'avoir, par le contenu marxiste de leur programme, effrayé la bourgeoisie arménienne. Ce débat entraîne une division du parti, consacrée en 1898 par la formation d'un parti hintchak réformateur (Verakazmial) qui rejette le socialisme et regroupe les membres du parti en Europe et aux États-Unis, et le maintien d'un petit groupe socialiste qui devient le parti socialiste arménien, se replie sur la Transcaucasie et la Bulgarie et cesse d'être opérationnel jusqu'en 1905 où il reprendra l'action terroriste au Caucase.

Fondée à Tiflis en 1890, la FRA (Fédération révolutionnaire arménienne), encore appelée Daschnakzoutioun (fédération), est également influencée par le populisme russe. L'un de ses fondateurs, Krisdapor Mikaëlian, avait été un membre actif de la Narodnia Volia. Dans son programme, formulé seulement en 1892, la FRA se consacre, comme le parti hintchak, à la libération des Arméniens de Turquie. Comme lui, elle espère que la lutte sera brève, mais les daschnaks restent plus proches du populisme et sont, à l'origine, soustraits à l'influence marxiste. Une tentative de fusion des deux partis échoue et révèle leur différence d'analyse. Pour la FRA, l'oppression de la paysannerie arménienne est liée à la fois à sa condition paysanne et à sa nationalité arménienne ; sa libération doit être recherchée par des réformes progressives dans le cadre d'une autonomie politique au sein d'un État fédératif, programme à la fois plus modéré et plus flexible que celui du parti hintchak, puisque le parti daschnak évite de s'enfermer dans les contradictions entre nationalisme et socialisme. La stratégie daschnak repose sur la lutte armée et le terrorisme. La rébellion doit être précédée par une campagne d'information des masses, une propagande illustrée par l'exemple des combattants et des martyrs. Cette vocation à l'héroïsme et au martyre — que l'on retrouve aussi forte chez les hintchakian — est un trait fondamental du révolutionnaire arménien, moderne avatar des héros légendaires dont les hauts faits sont transmis

oralement de génération en génération. L'engagement révolutionnaire daschnak débute par la croisade picaresque de Gougounian qui s'achève piteusement mais préfigure le mouvement fédaï. Pourtant, la FRA inscrit à son actif en 1896 la première prise d'otages de l'histoire du terrorisme moderne, dans la Banque ottomane de Constantinople, action destinée à frapper l'opinion publique européenne en s'attaquant au symbole de sa puissance.

Les massacres de 1894-1896 contraignent néanmoins la FRA à modifier sa stratégie : elle exige plus de préparation et une base populaire plus large ; elle s'efforce d'obtenir du socialisme européen une reconnaissance et un soutien ; en faisant du sultan une cible, elle rejoint l'opposition turque et les autres minorités de l'Empire. Un premier « Congrès des Libéraux ottomans » réunit à Paris en 1902 des délégués turcs, kurdes, albanais, arabes et arméniens, daschnaks et hintchakian. Au « Congrès des partis d'opposition de l'Empire ottoman », en 1907, les daschnaks, au côté des Jeunes Turcs, décident de renverser le régime hamidien. Ces ajustements permettent à la FRA de survivre et de s'imposer comme premier parti politique arménien. Elle organise un mouvement d'autodéfense de la paysannerie, dans la tradition du banditisme rural, le mouvement fédaï, qui embrase les montagnes d'Arménie occidentale. Cette guérilla commence par l'expédition punitive menée à Khanassor contre les Turcs, se poursuit avec la révolte du Sassoun en 1904 et ne s'interrompt après la révolution de 1908 que sur une décision du parti qui joue la carte jeune-turque. Les fédaïs sont les héros modernes de l'Arménie et leurs noms, Serop, Kevork Tchavouche, Keri, Hraïr, Mourad, Nigol Touman, Antranik, sont célébrés dans les poèmes et les chants populaires.

Le choix entre nationalisme et socialisme s'impose, avec un décalage, au parti daschnak de 1903 à 1907. Le décret de confiscation des biens de l'Église arménienne promulgué par le tsar en 1903, « divine surprise » pour les révolutionnaires, clarifie les rapports jusque-là tendus entre les partis politiques et la bourgeoisie transcaucasienne, conservatrice et hostile au mouvement révolutionnaire. Les effectifs du parti s'accroissent. En 1904, à son IIIe Congrès tenu à Sofia, il modifie sa plate-forme en dédoublant son terrain d'action : en Turquie et au Caucase. Influencé par l'exemple des SR, il adopte le recours au terrorisme et aux actions punitives de « justice révolutionnaire ». C'est ainsi que le jeune Dro « liquide » Boghoslavski, gouverneur d'Igdir, le prince Nakalhidzé,


BULGARIE
ROUMÉLIE
MER NOIRE
Midia
Andrinople
Constantinople
Bosphore
TURQUIE
Salonique
MACÉDOINE
Enos
Mer de Marmara
Scutari
Ismidt
Ada-Bazar
Kastamouni
Chaîne
Tchorum
Gallipoli
Dardanelles
Brousse
Yeni-Cheir
Angora
Yozgad
Balikesser
Biredjik
Eski-Cheir
GRÈCE
MER ÉGÉE
CHIOS
Smyrne
ASIE MINEURE
Koniah
Karapounar
TAURUS
ANTI-TA
Tarse
Mersine
Ad
Ala
RHODES
CRÈTE
Lattakié
CHYPRE
MER MEDITERRANÉE
Beyrouth
Jérusal
TRIPOLITAINE
EGYPTE
chemin de fer en exploitation
chemin de fer en projet